



Communiqué de presse

La rentrée de tous les combats !

L'Union Départementale des syndicats CGT de Loir et Cher a tenu son assemblée de rentrée le jeudi 29 août, en présence de 80 militant-es venus de l'ensemble des Unions Locales, pour organiser dès la rentrée la riposte contre le projet macronien de casse des tous les conquies sociaux. En effet, sans surprise, la pause estivale n'aura pas été une trêve sociale dans les attaques gouvernementales et patronales contre le monde du travail. Alors que la France se voit de nouveau attribuer le titre de championne du monde des dividendes (avec 51 milliards d'euros versés aux actionnaires des entreprises françaises) quand près de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté dans notre pays, les contre-réformes se sont poursuivies durant l'été.

Ainsi, parmi toutes ces dernières, le parlement a ratifié le CETA faisant fi des oppositions syndicales, du monde agricole et de la société civile, alors qu'il représente une aberration environnementale et que, comme d'autres, il musèle les pouvoirs publics au profit des multinationales en les empêchant de porter une réelle politique écologique et sociale. Le décret paru le 28 juillet sur le nouveau règlement de l'assurance chômage concrétise les attaques annoncées. Avec des règles qui baissent les indemnités et durcissent les conditions d'accès aux allocations, les mesures drastiques adoptées vont réduire et supprimer les droits de centaines de milliers de privé-es d'emploi : la méthode gouvernementale pour faire croire à la baisse du chômage ! La loi sur la transformation de la Fonction publique, promulguée aussi, vide de sa substance le Statut général des fonctionnaires fondé sur les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité, et entérine la généralisation de la précarité, la dégradation des conditions de travail des agent-es et d'accueil des usager-es.

La future réforme des retraites, malgré les promesses de Macron de mener des concertations dont on sait qu'elles ne servent à rien, est annoncée. Que l'on parle d'un « âge d'équilibre » à 64 ans, avant lequel il y aurait une décote, ou d'un allongement de la durée de cotisation, l'âge légal de départ à 62 ans (déjà trop élevé) est mort et enterré pour la plupart des travailleur-ses ! La finalité, loin de la notion d'égalité mise en avant, est bien de faire baisser l'ensemble des pensions pour maintenir à 14 % la part de PIB consacré aux retraites, pour satisfaire aux désidératas de l'Union Européenne et du capital !

Mais l'esprit de révolte n'est pas éteint chez les travailleur-ses. Durant l'été, de nouvelles luttes ont vu le jour : chez Delivroo, dans les services des pompier-es professionnels, etc. Et d'autres ont pris de l'ampleur comme dans les services d'urgence ou ceux des EHPAD pour le Loir et Cher.

Les attaques du gouvernement sont coordonnées et n'ont qu'un seul but : une transformation sociale basée sur la destruction de notre sécurité sociale (santé, retraite, chômage), la marchandisation de tous les secteurs au profit du capitalisme y compris au détriment de l'écologie et de la paix dans le monde.

La riposte populaire doit être tout aussi globale ! C'est pourquoi l'UD CGT 41 appelle l'ensemble de la population à s'inscrire dans toutes les mobilisations annoncées pour faire de septembre un mois de révolte ! Le 11 pour la défense du système de santé publique, le 16 pour lutter contre la fermeture des services de trésoreries publiques, le 19 contre le démantèlement du service public de l'énergie, les 20 et 27 pour l'urgence sociale et climatique et le 21 dans les marches pour la paix.

Avec un objectif : rassembler un maximum de salarié-es, retraité-es, privé-es d'emplois, de jeunes le mardi 24 septembre, journée de grève interprofessionnelle pour contrer Macron !

Blois, le 30 août 2019